

*Les subsides*

encore cinq ans l'arrivée d'une chose qui n'a pas encore été découverte. Nous savons que des dégâts se commettent tous les jours.

Le premier ministre (M. Mulroney) et le président Reagan auront beau se taper dans le dos aussi souvent qu'ils le voudront, ce n'est pas cela qui fera bouger le gouvernement américain. Ce n'est pas cela qui le fera agir. Il va se mettre à agir dès l'instant où il reconnaîtra et comprendra qu'il y a des dégâts économiques, et tant qu'il n'aura pas compris que l'inaction coûte plus cher que la dépollution et tant qu'il n'agira pas en conséquence, cette triste réalité fera la nique à la relation spéciale, aux rencontres d'Irlandais et à tout le reste.

Ce qu'il y a de si décourageant pour l'opinion publique et pour nous ici dans l'opposition, c'est de voir que le premier ministre s'est abstenu de plaider à Washington le dossier économique canadien, de même que le dossier économique américain. Et s'il ne l'a pas fait c'est qu'à l'instar des représentants qu'il s'est engagé à nommer, il ne comprend pas l'importance de montrer les pertes économiques que les pluies acides entraînent et continueront d'entraîner pour l'industrie forestière, pour l'agriculture, pour le tourisme, pour la pêche et pour les bâtiments et les ouvrages d'art.

Comme vous le savez, les Canadiens considèrent de plus en plus l'environnement comme le cadre dans lequel s'exercent les activités économiques. Nous n'envisageons pas l'environnement comme une solution de rechange à l'économie, car pour nous environnement et économie ne font qu'un: l'économie ne peut fonctionner et se développer dans de bonnes conditions à long terme que si l'environnement dans lequel elle se déploie est bien protégé.

A ces deux sommets le premier ministre a mal défendu les intérêts du Canada en nous humiliant, en n'osant pas dire les choses telles qu'elles sont, en ne disant pas qu'il est intolérable qu'on déverse sur nous des millions de tonnes de soufre chaque année, en ne disant pas que des relations honnêtes et sérieuses dans la famille des nations exigent l'arrêt d'un pareil abus, qu'il s'agisse du Canada et des États-Unis, des États-Unis et du Mexique, de la Scandinavie et du Royaume-Uni, ou de la Tchécoslovaquie et de la République fédérale d'Allemagne.

Le premier ministre s'est mis dans cette situation quand il a suggéré ou convenu de nommer des délégués spéciaux sans voir qu'ils risquaient de recommander des choses contraires aux intérêts canadiens, c'est-à-dire la poursuite des recherches, comme l'événement l'a démontré.

Après la publication du rapport au début de janvier, le premier ministre n'a pas été assez sage ou assez sensé pour prendre ses distances vis-à-vis de cette recommandation des délégués. Au contraire, il l'a adoptée telle quelle, ramenant le Canada dans la situation qui avait précédé le protocole d'accord du mois d'août 1980, situation dans laquelle nous nous retrouvons aujourd'hui.

Le premier ministre n'a pas remporté de victoire, au contraire il a fait le jeu du président Reagan. Ayant laissé à Ottawa le ministre de l'Environnement (M. McMillan) et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark), qui

auraient pu à mon avis lui donner de bons conseils, il a gobé l'argument de Washington voulant que la solution consiste à attendre que les industries polluantes prennent l'initiative, suivant la recommandation de la page 29 du rapport des délégués. Même si le premier ministre avait trouvé le courage nécessaire à ce moment-là pour rappeler au président Reagan ce qu'il avait dit au Parlement le 11 mars 1981, cela aurait été trop tard de sa part. Le président Reagan a dit le 11 mars 1981, suivant la page 8155 du *hansard*:

● (1130)

Nous souhaitons continuer à travailler en collaboration pour comprendre et enrayer la pollution atmosphérique et marine qui, elle, ne respecte aucune frontière.

On ne saurait plus mal défendre les intérêts canadiens à Washington au chapitre des pluies acides. Il n'avait rien à proposer au président au sujet des énormes pertes économiques infligées au Canada et aux États-Unis par suite de cette inaction. On lui a laissé le prix des perdants, soit des projets de démonstration commerciale durant une période de cinq ans si l'industrie veut bien y participer. Quelle frime!

Le premier ministre n'a pas eu le courage de plaider vigoureusement la cause du Canada à propos des pluies acides. Il s'ensuit que durant les cinq prochaines années, les Canadiens devront attendre que les industries polluées décident de participer à la mise en œuvre des démonstrations commerciales en y apportant leur contribution financière. Telle est notre situation à l'heure actuelle.

Tandis que nous attendons que les entreprises d'électricité qui utilisent du charbon décident d'engager ou non des dépenses—et elles ont déjà fait savoir qu'elles n'avaient pas l'intention de le faire—nos forêts, nos lacs, nos immeubles et monuments, notre santé et les exploitations agricoles continueront à subir des dégâts imputables aux pluies corrosives et leurs pertes économiques continueront à augmenter. Ce sommet irlandais n'a été que de la frime.

De plus, non seulement le premier ministre a fait des déclarations extravagantes à Washington la semaine dernière, mais aussi il a suscité d'immenses attentes chez les Canadiens en créant des fausses impressions. Progressivement mais inéluctablement dans les années à venir, nous nous rendrons compte qu'en réalité, et non seulement dans le domaine des pluies acides, nous sommes impuissants. Les émissions de dioxyde de soufre émanant d'outre-frontière ne seront pas le moins réduites.

Le premier ministre a damé le pion au sénateur John Kerry et à d'autres sénateurs et membres de la Chambre des représentants aux États-Unis qui sont en train de présenter des projets de loi sur les pluies acides. Dans le cas du sénateur Kerry, son projet de loi vise à réduire les émissions de soufre de 12 millions de tonnes par an, mais depuis que le premier ministre appuie le plan de recherches de M. Reagan, il fait disparaître toute possibilité que la Chambre des représentants puisse réduire les émissions par la voie de mesures législatives. Ce faisant, le premier ministre nous a malheureusement conduits dans une impasse.